MTL. L.2442/1.

Conseil d'Etat - 1 - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
L.
24 NOV. 1951
Transmis à M.
Overgemaakt aan de Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 18 octobre 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la reprise en activité pour une durée limitée d'officiers de réserve" et, le 29 octobre 1951, sur un amendement à ce projet d'arrêté royal, a donné en sa séance du 30 octobre 1951 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 18e October 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende reserveofficieren, voor een beperkte tijd terug in werkelijke dienst op te nemen", en, de 29ste October 1951, over een amendement op dit ontwerp van koninklijk besluit, heeft ter zitting van 30 October 1951 het volgend advies gegeven :

Le projet a comme objet de régler les conditions d'octroi des autorisations que le Ministre de la Défense nationale peut donner à certains officiers de réserve de servir dans une formation active durant une période limitée.

I.

A l'article 5 du projet, le Conseil d'Etat propose d'omettre les mots : "l'hygiène morale" dont la signification est imprécise.

II.

L'article 6 du projet implique une contradiction lorsqu'il laisse entendre que les officiers de réserve en rappel de longue durée sont subordonnés aux officiers de réserve de leur grade issus des cadres actifs, alors qu'ils ne sont subordonnés aux officiers des cadres actifs de leur grade que si ces derniers ont été promus à ce grade, avant la fin du stage dont il est question dans l'article 5 du projet.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond aux intentions du Gouvernement.

III.

L'article 8 du projet se contente d'affirmer que les conditions légales relatives à l'avancement

.../...

des officiers des cadres actifs sont applicables aux bénéficiaires du projet qui désireraient entrer dans les cadres actifs : cette simple affirmation n'a pas de caractère réglementaire et doit être omise.

IV.

Le projet exécute les articles de lois visées en son préambule; ces articles prévoient tous que ces reprises en activité d'officiers de réserve ne peuvent avoir lieu que "dans des circonstances exceptionnelles et pour assurer l'encadrement des forces armées sur pied de paix"; il est, dès lors, superflu de disposer que le projet est suspendu en cas de mobilisation. L'article 9 peut être omis.

V.

Aux termes de l'article 11 du projet, il semble que seuls les officiers de réserve de la force terrestre pourront être autorisés à reprendre de l'activité pour moins d'une année. Pour répondre aux intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose un texte qui permet au Ministre de la Défense nationale de donner ces autorisations aux officiers des trois forces.

.../...

VI.

L'article 2 de la loi du 14 juillet 1951 dispose que le Ministre de la Défense nationale peut autoriser certains officiers de réserve à servir dans une formation active pendant une période de quatre années à partir de la publication de cette loi. Cette loi ayant été publiée au Moniteur du 11 août 1951, c'est à partir de cette date et non du 21 août, comme le déclare l'article 11 du projet, que court le délai de quatre années fixé par la loi.

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF A LA REPRISE EN ACTIVITE POUR UNE DUREE LIMITEE D'OFFICIERS DE RESERVE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 18 avril 1905 déterminant l'état et la position des officiers de réserve, modifiée par la loi du 14 juillet 1951, notamment l'article 4;

Vu la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne, modifiée par la loi du 14 juin 1951, notamment l'article 27;

.../...

Vu la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale, notamment l'article 28;

Vu la loi du 14 juillet 1951 modifiant la loi du 18 avril 1905 sur l'état et la position des officiers de réserve, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1940 déterminant l'état et la position des officiers de réserve;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les lieutenants et sous-lieutenants de réserve de la force terrestre, les officiers de réserve de la force aérienne et de la force navale sont autorisés à servir avec leur grade dans une formation active de leur arme, service ou catégorie, aux conditions suivantes :

1° avoir accompli les prestations déterminées par le Ministre de la Défense nationale pour les officiers de réserve de leur ancienneté et être jugés aptes par leurs chefs hiérarchiques à exercer les fonctions de leur grade;

.../...

2° posséder une connaissance effective de la langue de l'unité ou du service pour lesquels ils pourraient être désignés;

3° être physiquement aptes;

4° être dans les conditions d'âge fixées par le Ministre de la Défense nationale;

5° être agréés par le Ministre de la Défense nationale.

Article 2.-

L'officier de réserve qui remplit les conditions fixées à l'article 1er s'engage à servir dans une formation active pour une durée d'un an.

Article 3.-

L'officier de réserve qui s'est engagé, est soumis à un stage obligatoire de six mois.

Article 4.-

Le Ministre de la Défense nationale peut, après avoir pris l'avis des chefs hiérarchiques, autoriser l'intéressé à renouveler son engagement à l'issue de chaque année de service, sans toutefois que ces divers engagements puissent dépasser quatre années pour les officiers de réserve de la force terrestre. Pour les officiers des autres forces, la durée des divers engagements est fixée par le Ministre de la Défense nationale.

.../...

Article 5.-

Le Ministre de la Défense nationale peut, à tout moment, mettre en congé sans solde l'officier qui a terminé son stage et qui sollicite son renvoi dans la vie civile.

Il peut, à tout moment, après avoir pris l'avis des chefs hiérarchiques, mettre en congé sans solde, moyennant un préavis de trois mois, l'officier qui ne donne pas satisfaction. Le préavis peut être réduit et même supprimé si le maintien en activité de l'intéressé présente un danger pour la discipline ou la bonne marche du service.

Article 6.-

Pendant leur période d'activité, les officiers de réserve dont il est question au présent arrêté sont subordonnés aux officiers de leur grade des cadres actifs et aux officiers de réserve issus des cadres actifs promus à ce grade avant la date à laquelle ils auront terminé le stage prévu à l'article 3; les autres officiers de leur grade leur sont subordonnés.

Article 7.-

Par dérogation à l'article 2, les lieutenants et sous-lieutenants de réserve de la force terrestre, ainsi que les officiers de réserve de la force aérienne et de la force navale, peuvent être autorisés

.../...

par le Ministre de la Défense nationale à servir dans une formation active pendant moins d'un an; seul l'article 1er leur est applicable.

Article 8.-

En exécution de l'article 2 de la loi du 14 juillet 1951, le Ministre de la Défense nationale peut, pendant quatre ans, à partir du 11 août 1951, autoriser les officiers de réserve de tout grade de la force terrestre, qui en font la demande, à servir pendant plus d'un mois par an dans une formation active de leur arme ou service, aux conditions fixées par le présent arrêté.

Toutefois, lorsque l'autorisation ministérielle porte sur une durée inférieure à un an, seul l'article 1er du présent arrêté est d'application.

Article 9.-

Les officiers maintenus ou repris en service par application du présent arrêté, ne peuvent pendant la durée de cet engagement être promus à un grade d'officier supérieur ou général.

Ils pourront être promus à l'un de ces grades au moment où leur engagement aura pris fin, sans que les conditions d'âge fixées par les dispositions réglementaires pour pouvoir être nommés à ce grade doivent être respectées.

.../...

Article 10.-

L'arrêté royal du 29 juillet 1939 relatif au recrutement temporaire des lieutenants et sous-lieutenants de réserve autorisés à servir en activité, sur leur demande, pour une période maximum de quatre années, est abrogé.

Article 11.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Het ontwerp strekt er toe, te bepalen onder welke voorwaarden worden toegekend de toelatingen, welke de Minister van Landsverdediging aan sommige reserveofficieren kan verlenen om voor een beperkte duur bij een actieve formatie te dienen.

I.

In artikel 5 van het ontwerp stelt de Raad van State voor, de woorden "het zedelijk welzijn", waarvan de betekenis onduidelijk is, te schrappen.

II.

Artikel 6 van het ontwerp houdt een tegenstrijdigheid in, waar het laat verstaan dat de reserveofficieren, die voor een langetermijn wederopgeroepen zijn, aan de uit het actief kader gekomen reserveofficieren van hun graad ondergeschikt zijn, terwijl zij aan de officieren van het actief kader van hun graad enkel ondergeschikt zijn zo laatstgenoemden vóór het einde van de in artikel 5 van het ontwerp bedoelde proeftijd tot die graad werden bevorderd.

De Raad van State stelt een tekst voor, die de bedoelingen van de Regering weergeeft.

III.

Artikel 8 van het ontwerp bepaalt er zich bij te zeggen dat de wettelijke voorwaarden betreffende de bevordering van de officieren van het actief kader van toepassing zijn op degenen, voor wie het ontwerp geldt en die in het actief kader wensen te worden opgenomen : deze eenvoudige bevestiging heeft geen reglementair karakter en moet weggelaten worden.

.../...

IV.

Het ontwerp is de uitvoering van de artikelen der wetten, waarnaar het in de inleiding verwijst; al die artikelen bepalen dat reserveofficieren enkel opnieuw in werkelijke dienst kunnen opgenomen worden, "in uitzonderlijke omstandigheden en om te voorzien in de kaderbehoeften van de krijgsmacht op vredesvoet"; het is dan ook overbodig te bepalen dat het ontwerp bij mobilisatie wordt opgeschort. Artikel 9 kan wegvallen.

V.

Luidens artikel 11 van het ontwerp,lijken alleen de reserveofficieren van de landmacht gemachtigd te kunnen worden om voor minder dan een jaar opnieuw in werkelijke dienst te treden. Om de bedoelingen van de Regering weer te geven,stelt de Raad van State een tekst voor, welke de Minister van Landsverdediging in de mogelijkheid stelt zodanige machtiging aan officieren van de drie krijgsmachten te verlenen.

VI.

Artikel 2 van de wet van 14 Juli 1951 bepaalt dat de Minister van Landsverdediging sommige reserveofficieren de toelating kan verlenen om bij een actieve formatie te dienen gedurende een periode van vier jaar, ingaande met de bekendmaking van deze wet. Daar die wet in het Belgisch Staatsblad van 11 Augustus 1951 is bekendgemaakt, is de termijn van vier jaar bij de wet bepaald met die datum ingegaan,en niet op 21 Augustus zoals artikel 11 van het ontwerp aangeeft.

.../...

Voor het overige zijn bij het ontwerp opmerkingen over de vorm te maken, waarmede in de hierna voorgestelde tekst rekening is gehouden.

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE HEROPNEMING IN WERKELIJKE DIENST VOOR EEN BEPERKTE TIJD VAN RESERVEOFFICIEREN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 18 April 1905 bepalende de stand en de rechtstoestand der reserveofficieren, gewijzigd bij de wet van 14 Juli 1951, namelijk op artikel 4;

Gelet op de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht, gewijzigd bij de wet van 14 Juni 1951, namelijk op artikel 27;

Gelet op de wet van 14 Juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht, namelijk op artikel 28;

Gelet op de wet van 14 Juli 1951 wijzigende de wet van 18 April 1905 op de staat en de stand van de reserveofficieren, namelijk op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 Maart 1940 tot vaststelling van de staat en de stand der reserveofficieren;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De reserveluitenants en -onderluitenants van de landmacht, de reserveofficieren van de luchtmacht en van de zeemacht mogen met hun graad bij een actieve formatie van hun wapen, dienst of categorie, dienen onder de volgende voorwaarden :

1° de prestaties, welke door de Minister van Landsverdediging voor de reserveofficieren van hun anciënniteit zijn bepaald, hebben volbracht en door hun hiërarchische chefs geschikt bevonden zijn om de functie van hun graad uit te oefenen;

2° een wezenlijke kennis bezitten van de taal van de eenheid of de dienst waarbij zij zouden kunnen worden aangewezen;

3° lichamelijk geschikt zijn;

4° voldoen aan de leeftijdsvereisten door de Minister van Landsverdediging gesteld;

5° door de Minister van Landsverdediging aangenomen zijn.

Artikel 2.-

De reserveofficier die aan de in artikel 1 gestelde voorwaarden voldoet, verbindt zich er toe voor een termijn van één jaar bij een actieve formatie te dienen.

.../...

Artikel 3.-

De reserveofficier die dienst heeft genomen, moet een verplichte proeftijd van zes maanden doormaken.

Artikel 4.-

De Minister van Landsverdediging kan, na het advies van de hiërarchische chefs te hebben ingewonnen, de belanghebbende er toe machtigen, zijn dienstneming op het einde van ieder jaar dienst te vernieuwen, zonder dat deze verschillende dienstnemingen voor de reserve-officieren van de landmacht langer dan vier jaar mogen duren. Voor de officieren van de overige krijgsmachten wordt de duur van de verschillende dienstnemingen door de Minister van Landsverdediging bepaald.

Artikel 5.-

De Minister van Landsverdediging kan te allen tijde de officier, die zijn proeftijd heeft geëindigd en gevraagd heeft om naar het burgerlijk leven terug te keren, met verlof zonder soldij plaatsen.

Hij kan te allen tijde, na het advies van de hiërarchische chefs te hebben ingewonnen, de officier die geen voldoening schenkt, met een opzeggingstermijn van drie maanden met verlof zonder soldij plaatsen. De opzeggingstermijn kan verminderd of zelfs ingetrokken worden,zo de tucht of de goede gang van de dienst door het in dienst houden van de betrokkene in gevaar worden gebracht.

.../...

Artikel 6.-

Voor de duur van hun werkelijke dienst blijven de reserveofficieren, in dit besluit bedoeld, ondergeschikt aan de officieren van het actief kader van hun graad en aan de uit het actief kader gekomen reserveofficieren die tot die graad zijn benoemd vóór de datum waarop zij de in artikel 3 bepaalde proeftijd zullen hebben geëindigd; de overige officieren van hun graad zijn hun ondergeschikt.

Artikel 7.-

In afwijking van artikel 2, kunnen de reserveluitenants en -onderluitenants van de landmacht, alsook de reserveofficieren van de luchtmacht en de zeemacht, door de Minister van Landsverdediging worden gemachtigd om gedurende minder dan één jaar bij een actieve formatie te dienen; alleen artikel 1 is op hen toepasselijk.

Artikel 8.-

Ter uitvoering van artikel 2 van de wet van 14 Juli 1951, kan de Minister van Landsverdediging gedurende vier jaar, met ingang van 11 Augustus 1951, de reserveofficieren van de landmacht van om het even welke graad, die daartoe een verzoek doen, de toelating verlenen om meer dan één maand per jaar bij een actieve formatie van hun wapen of dienst onder de bij dit besluit gestelde voorwaarden te dienen.

Geldt de toelating van de Minister echter voor minder dan één jaar, dan is enkel artikel 1 van dit besluit van toepassing.

.../...

Artikel 9.-

De officieren, die bij toepassing van dit besluit in dienst worden gehouden of opnieuw in dienst worden genomen, kunnen tijdens deze dienstneming niet tot een graad van hoofdofficier of opperofficier worden bevorderd.

Tot een van die graden kunnen zij bevorderd worden op het tijdstip waarop hun dienstneming is geëindigd, zonder dat de leeftijdsvoorwaarden, bij de reglements bepalingen gesteld om tot die graad te worden benoemd, in acht moeten worden genomen.

Artikel 10.-

Het koninklijk besluit van 29 Juli 1939 aangaande de tijdelijke aanwerving van reserveluitenants en -onderluitenants die, op hun aanvraag,de toelating bekomen hebben om gedurende ten hoogste vier jaren bij het actief leger te dienen, wordt opgeheven.

Artikel 11.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de / De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter,
	M.SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
	G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	J.VAUTHIER,	assesseurs de la section de législation,	
	F.DUCHENE,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Landsverdediging.

Le 1951

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.